

propose, sans les forcer à accepter, à ceux qui trouvent que tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes possible, le moyen de mettre un terme aux abus dont ils se plaignent.

Par la banque d'État, et par les agences communales, j'indique les moyens de faire enfin CESSER L'EXPLOITATION DU CAPITAL IMMOBILE OU IMMEUBLE PAR LE CAPITAL MOBILE.

L'immeuble, terres, maisons, usines, instruments de travail, est soumis aujourd'hui au numéraire, qui est le seul signe de circulation, et qui opère son exploitation par l'agiotage en banque, et par la spéculation en commerce, la banque d'État transformant en monnaie égale à l'or, toutes les valeurs, rend mobile le capital immobile, et le met ainsi à l'abri des extorsions du capital numéraire.

Or, si je ne me trompe, c'est là du véritable affranchissement, de la vraie liberté, du vrai laissez-faire, du vrai laissez-passer, et, je vous l'avoue, loin d'avoir mérité votre blâme, je croyais avoir mérité vos éloges.

Je crains de n'avoir pu répondre à vos objections, ni complètement, ni clairement, mais les lecteurs de la *Revue de Lyon* seront indulgents, ils comprendront que l'espace me manque, et qu'il est impossible de traiter de semblables questions en un seul article. Je suis donc obligé de terminer, quelle que soit l'insuffisance de ma réponse.

Veillez agréer, etc.,

FRANÇOIS COIGNET.